L'extrême droite en France et en Europe (p.5)

COMMUNISTES

Battre l'extrême droite, agir pour une majorité de gauche à l'Assemblée et poursuivre notre action pour une France des Jours heureux (p.3)

Bunker

Voilà une industrie en pleine croissance : celle de la construction de bunkers. La demande d'abri antiatomique, paraît-il, explose ces temps-ci en France :+ 4000 % par exemple pour la société Amesis Bat. « On a un appel toutes les 20 minutes ! ».avoue le gérant. Qui garantit une discrétion totale. Le problème en effet, pour ces amateurs de confinement, c'est de pouvoir cacher aux voisins les raisons de cette construction, parler par exemple de cave climatisée, de fosse septique, de cabane de jardin. « Sinon, ajoute le gérant, en cas de problème, tout le village se replierait chez le propriétaire du bunker ».✪

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION 2022 (cliquez)

Je verse :.....€

"Donner les moyens au PCF d'intervenir"

Chèque à l'ordre de "ANF PCF" : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

CARLOS TAVARES, LE DEVOT D'OR 2022 DU CAPITALISME

LES RENDEZ-VOUS MILITANTS

Pour faire connaitre vos initiatives, faites le savoir par mail à Léna Mons <lmons@pcf.fr>

21 avril, à partir de 17h30 : Rassemblement contre la guerre en Ukraine « *Maudites soient toutes les guerres passées et actuelles* ». Devant la sous préfecture de Saint Girons (09)
24 avril, à partir de 19h30 : Débat autour de la finance en présence d'Eric Bocquet, organisé par le Comité des Jours Heureux Balnéolais. Salle Paul Vaillant Couturier, Bagneux (92)
24 avril : Second tour de l'élection présidentielle
30 avril, à partir de 10h30 : Matinée conviviale autour du livre du centenaire du PCF en Loire Atlantique. Fédération du PCF, Nantes (44)
1er mai : Vente de muguet et manifestations pour la journée internationale des travailleurs. Contactez votre section ou votre fédération pour être au courant des actions !
8 mai, à partir de 14h : La librairie associative Livres en luttes organise une rencontre débat sur le 8 mai 1945 avec la participation des historiens Jean-Numa Ducange et Jean Vigreux et de Pierre Thorez. Théâtre Jean Vilar, Vitry sur Seine (94)
16 mai, à partir de 20h : Projection du film Le Jeune Karl Marx, suivi d'un débat. Cinéma de Lunéville (54)
21 mai : Fête fédérale du Lot, plus d'informations à venir. Francoulès (46)
24 & 25 juin : Fête du Travailleur Alpin. Billets en vente sur Esplanade de Grenoble (38)
9, 10 & 11 septembre 2022 : Fête de l'Humanité dans un nouveau site ! Elle se déroulera sur la « Base 217 », au Plessis-Pâté (91) Bons de soutien à 35€ en vente auprès des camarades.
Jusqu'au 19 septembre 2022 : Exposition *Josep Bartoli, les couleurs de l'exil*, sélection de plus de 150 oeuvres. Mémorial du camp de Rivesaltes (66)

RETOUR DE L'UNIVERSITÉ PERMANENTE À PARTIR DU 11 JANVIER À L'ESPACE NIEMEYER :
26 avril : *L'accumulation primitive*, avec Isabelle Garo.
7 juin : *Guesde et Jaurès, deux méthodes du socialisme*, avec Jean Numa Ducange.

ET AUSSI LA SEMAINE DERNIÈRE

ÉLECTIONS premier tour, le 10 avril
CN le 14 avril
RENCONTRE « *Face à la guerre : comment agir pour un monde de paix ?* », avec Bruno Odent, journaliste à l'Humanité, à Montauban (82), le 20 avril

Résolution du Conseil national du PCF

Battre l'extrême droite, agir pour une majorité de gauche à l'Assemblée et poursuivre notre action pour une France des Jours heureux

À l'issue du premier tour de l'élection présidentielle, l'extrême droite qui totalise plus de 32 % des suffrages exprimés n'a jamais été aussi forte dans notre République. Et alors que plus de 12 millions de nos concitoyen·ne·s ne se sont pas déplacés dimanche dernier, la crise démocratique s'approfondit. L'heure est grave.

Fidèles à notre histoire, nous appelons à la mobilisation la plus large pour que Marine Le Pen et le Rassemblement national n'accèdent pas à l'Élysée et qu'ils ne placent pas nos institutions au service de leur entreprise raciste et xénophobe.

Nous refusons que « la préférence nationale » organise la discrimination entre Français et étrangers à l'encontre des droits humains, que le droit du sol soit remis en cause, que des millions de nos concitoyen·ne·s soient discriminés. Nous refusons que les droits des femmes, les libertés publiques et le droit de grève et de manifestation soient attaqués, que des militantes et militants politiques, syndicaux et associatifs et que des journalistes soient bâillonnés, que le pouvoir exécutif remette en cause l'autorité judiciaire.

En outre, contrairement à ce que la candidate du Rassemblement national prétend, son projet n'est en rien social. Elle ne défend pas l'augmentation des salaires. La retraite à 60 ans pour toutes et tous ne figure pas dans son projet. Il est clair qu'elle entretiendra les logiques capitalistes au service d'une minorité d'actionnaires comme le montre l'action de ses amis d'extrême droite au pouvoir dans plusieurs pays européens.

C'est pourquoi nous appelons à prendre des initiatives partout dans le pays pour révéler et combattre le projet de l'extrême droite et de ses forces organisées. Et c'est pourquoi dimanche 24 avril prochain, les communistes utiliseront et appellent à utiliser le seul bulletin de vote à notre disposition pour battre Marine Le Pen dans les urnes.

Nous le ferons sans aucune concession à Emmanuel Macron.

Le président-candidat est le premier responsable de cette situation. Son quinquennat a dégradé le pouvoir d'achat, les conditions de travail, cassé nos services publics et notre industrie. Après avoir distillé le « ni droite ni gauche » et organisé la régression sociale généralisée, il aura en outre jusqu'au bout refusé le débat, la confrontation d'idées. Et son projet est le plus antisocial de ces dernières décennies, à commencer par le passage à 65 ans de l'âge du départ à la retraite.

Nous avons été et resterons donc les adversaires résolus d'Emmanuel Macron. En persistant dans sa politique, notamment le recul de l'âge de départ en retraite et le refus d'une augmentation des salaires, il prend un très grand risque pour le pays. Les Français·e·s veulent vivre dignement, mieux et tout de suite !

Notre mobilisation et celle des militant·e·s et des forces de gauche à cette élection auront permis de convaincre de nouveaux électeurs et électrices. Avec « la France des Jours heureux » notre candidature a porté dans le débat public un projet de société, des propositions essentielles, concrètes, pour le présent et pour l'avenir. Nous saluons la mobilisation de tous les communistes, de notre candidat Fabien Roussel, des forces de la Fédération de la gauche républicaine qui nous ont rejoints.

Malgré la qualité remarquée de notre campagne, le vote dit « utile » a fonctionné à plein. Nous n'obtenons pas le résultat espéré. Nous comprenons ce qui a motivé les électrices et électeurs de gauche qui après avoir exprimé l'intention de voter pour notre candidat ont finalement voté pour Jean-Luc Mélenchon. Ces institutions et ce mode de scrutin sont un piège électoral qui a siphonné tous les candidats au bénéfice des trois arrivés en tête. L'extrême droite et sa candidate en a elle aussi bénéficié pleinement et dispose en plus d'une réserve de voix. Nous ferons en temps voulu une analyse approfondie de ce scrutin et de notre campagne. L'heure est avant tout à la mobilisation pour battre l'extrême droite et réussir les élections législatives.

La gauche progresse de 4,27 points et s'établit à près de 32 % avec une progression de 652 569 voix de Jean-Luc Mélenchon qui obtient 7 712 520 voix et avec le résultat de notre candidat Fabien Roussel qui recueille 802 422 voix. Nous nous félicitons en particulier de la mobilisation forte de jeunes et d'habitant·e·s de quartiers populaires, en particulier de celles et ceux qui sont stigmatisés par l'extrême droite et ont montré ainsi tout à la fois leur attachement fort à la République et leur volonté d'un changement de politique. C'est un atout important pour battre l'extrême droite et renforcer considérablement la gauche à l'Assemblée nationale pour être en capacité de mener les combats sociaux et démocratiques dans le prochain quinquennat, toutes les forces de gauche ont une responsabilité.

Nous nous adressons à nos concitoyen·ne·s, aux forces de gauche, et en tout premier lieu à Jean- Luc Mélenchon et aux insoumis qui, en finissant en tête de la gauche dimanche dernier, ont les clés pour créer les conditions du rassemblement de toutes les forces de gauche.

Ensemble, nous pouvons empêcher l'extrême droite et la droite de faire élire un grand nombre de députés en juin prochain.

Et nous proposons à la France insoumise ainsi qu'à toutes les forces de gauche de travailler, à partir de nos projets politiques respectifs, à se rassembler autour d'engagements communs, à garantir le soutien aux députés de gauche sortants, et à faire élire le plus grand nombre possible de députés de gauche en visant l'obtention d'une majorité de gauche à l'Assemblée nationale en juin prochain.

Parmi eux, les députés communistes ont montré toute l'utilité de leur action pour appuyer les mobilisations populaires et les relayer, pour résister à la politique d'Emmanuel Macron, porter des propositions jusqu'à arracher des victoires lors de ce quinquennat, à l'image de la revalorisation des petites retraites agricoles.

Fabien Roussel a fait part de sa totale détermination à travailler à ces objectifs.

Avec lui, les communistes restent pleinement mobilisés pour une France des jours heureux. Nous continuerons de porter ce projet pour la France dont nous avons la conviction qu'il peut améliorer la vie de nos concitoyen·ne·s.

Faire passer l'emploi d'abord et l'émancipation humaine, le travail avant le capital et les dividendes, obtenir l'augmentation des salaires, des retraites et du pouvoir d'achat, rebâtir une République sociale, laïque et universaliste, forte, contre les discriminations, le racisme et l'antisémitisme, agir pour la souveraineté énergétique, industrielle, alimentaire de notre pays, faire grandir une voix indépendante de la France pour la paix et la coopération en Europe et dans le monde, voilà notre boussole.

Fort de cette ambition pour notre pays, nous mesurons le défi posé aux forces de gauche au lendemain de ce premier tour. Pour notre part, nous sommes déterminés à le relever. ✪

Paris, le 14 avril 2022

Conseil national du PCF

Revue de presse sur le score communiste

Un parti remis sur le devant de la scène

La tonalité de la presse sur le score de Fabien Roussel, le 10 avril au soir ou lors des premières éditions de lundi 11, a été globalement positive. À l'exception peut-être de **Libération**, fidèle à sa culture sarcastique, qui titrait : « Fabien Roussel se viande ».

Pour **Le Figaro**, le score de Roussel « est une respiration après deux présidentielles rangées derrière Jean-Luc Mélenchon. Mais les communistes s'attendaient à mieux, tant Fabien Roussel était devenu au fil des mois une des révélations de cette campagne présidentielle. »

France Info observe : « Fabien Roussel a réussi sa présidentielle. Le candidat communiste est parvenu à remettre sur le devant de la scène un parti vieux de 100 ans et qui avait quasiment disparu des radars médiatiques. »

Un vocabulaire proche de celui de **CNews** : « Fabien Roussel met le PCF sur le devant de la scène. »

Pour **Ouest France**, « le candidat communiste a remis son parti sous les projecteurs ce dimanche 10 avril grâce à une campagne réussie qui a causé quelques remous à gauche. »

Le Parisien ajoute : « Fabien Roussel est la personnalité surprise de cette campagne. Le secrétaire national du PCF a émergé au fur et à mesure des semaines sur le thème du retour aux Jours heureux. »

BFM considère que « Fabien Roussel récolte un score plus élevé que la dernière candidature en solo en 2007. (II) n'a pas ménagé ses efforts pour tenter de faire entendre sa différence. »

L'Internaute titre : « Fabien Roussel : un résultat honorable à la présidentielle », et précise qu'il « est apparu comme le nouveau visage du communisme ».

Pour **l'Humanité**, « le PCF aura pour sa part reconquis une visibilité indiscutable. »

Terminons cette brève revue de presse avec **L'Est Républicain** : « Fabien Roussel est parvenu à faire revivre les communistes dans la campagne présidentielle. Le temps d'une campagne il a remis les communistes à la mode. Même faible, la performance de Fabien Roussel a cependant une saveur positive pour les communistes, en passant pour la première fois depuis 1969 devant les socialistes. » ✪

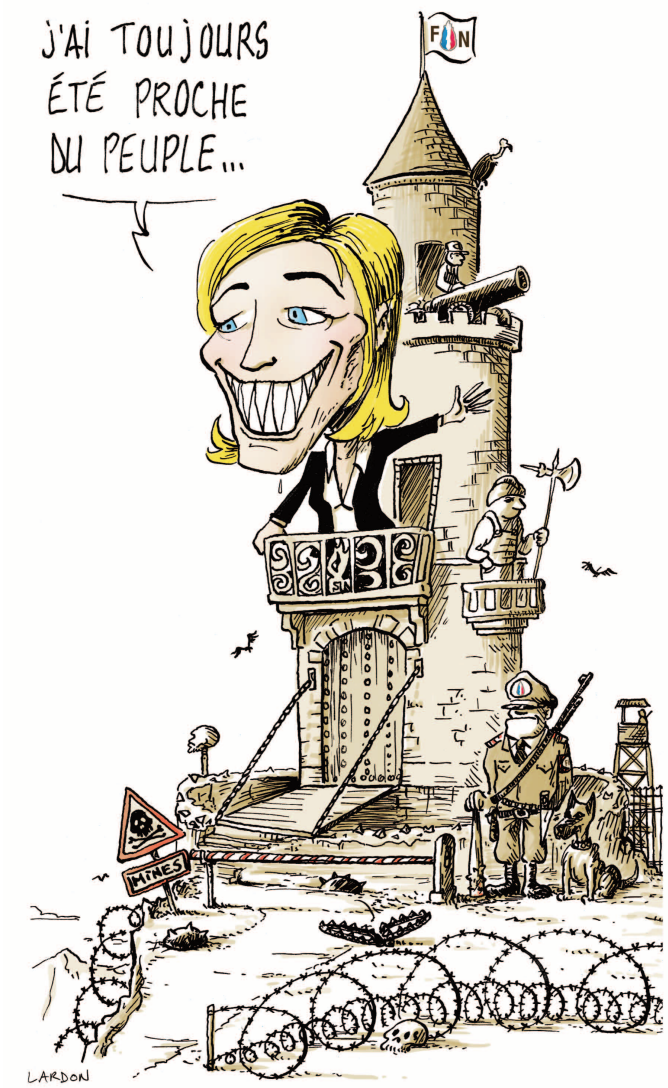
G. S.

Battre l'extrême droite en France et en Europe : une nécessité absolue pour les peuples

Les risques majeurs pour l'avenir du pays et de la République créés par la présence de Le Pen au second tour disent à quel point la crise de régime et la crise politique françaises sont avancées. La France offre un triste précipité de la crise européenne, avec des facteurs aggravants et particuliers. Il n'en demeure pas moins que des caractéristiques communes se retrouvent dans l'extrême droite en Europe, au-delà d'indéniables contextes nationaux particuliers. L'extrême droite est une vomissure du capitalisme en crise, comme en témoignent les traits suivants :

- La crise sociale, provoquée par la crise de la mondialisation capitaliste, et les effets concrets des politiques d'austérité néolibérales, qui engendrent une crise des nations et un approfondissement des inégalités régionales. 20 % de la population britannique vit sous le seuil de pauvreté en 2018. Près de 50 % de la population active italienne n'a pas d'emploi stable. En Espagne, Vox émerge aux élections en Andalousie en 2018, qui est la région la plus touchée par le chômage du pays.
- La crise du rôle de l'État. Nicos Poulantzas précise que l'action de l'État dépend de la manière dont il résout le conflit entre deux ordres de dépendance, à savoir celui qui le lie à la société civile et aux rapports de force politiques dont il tire sa légitimité, et celui qui le lie aux classes dirigeantes dont il institutionalise la puissance. Cette double légitimité est actuellement remise en cause par deux facteurs par la crise de représentation démocratique et de ses outils. Des crises d'État majeures frappent par exemple l'Espagne et le Royaume-Uni.
- L'exacerbation des paniques identitaires et un projet visant à refonder les sociétés sur des bases d'exclusion racistes. La « priorité nationale » du RN a fait florès en Europe. Orban défend une Hongrie exclusivement chrétienne reposant sur la « nation culturelle hongroise ».
- La remise en cause de l'égalité des droits et des libertés fondamentales. Le traitement indigne réservé aux migrants et l'édification de murs aux frontières sont les conséquences nauséabondes d'une telle conception. On peut évoquer la politique de Salvini quand il était ministre de l'Intérieur italien. Ou l'accord abject de Boris Johnson avec le Rwanda prévoyant d'y déporter purement et simplement les migrants. Cette attaque contre l'égalité des droits se reflète également dans les attaques contre les droits des femmes. L'interdiction de l'IVG en Pologne le montre. Cela vise la remise en cause de la démocratie. La constitution hongroise rédigée par Orban ne fait plus référence à la « République » mais introduit celle à « Dieu ».
- Le besoin de compromis avec le capital pour conquérir et exercer le pouvoir. L'Italie est de ce point de vue un laboratoire. Berlusconi fut le premier à conclure une alliance avec les néofascistes. Plus récemment, l'évolution de la Ligue italienne sur l'UE et sur l'Euro, dans l'optique de participer au gouvernement, est caractéristique. Il ne s'agit pas d'une « normalisation » mais d'une stratégie de pouvoir pour abattre les frontières avec la droite conservatrice, et de lui imposer son agenda politique, avec la complicité d'une partie de cette dernière. L'étape ultime est la participation à des gouvernements communs. Le dernier exemple en date est la constitution du gouvernement régional en Castille-et-Léon avec le Parti Populaire et Vox, qui permet à l'extrême droite de s'emparer de positions de pouvoir pour la première fois depuis la fin de la dictature franquiste.
- L'objectif d'éliminer la gauche et les mouvements sociaux et citoyens. L'extrême droite fait son lit dans les défaites de la gauche et du mouvement ouvrier. L'élimination de la gauche du Parlement italien en 2008 ou le contexte du reflux des mouvements sociaux et citoyens en Espagne ont créé une nouvelle configuration politique qui a offert un boulevard à l'extrême droite. L'extrême droite veut écraser la gauche et les mouvements sociaux et citoyens. La répression contre le mouvement féministe polonais ou les sévères limitations du droit de grève en Hongrie le montrent. Philippe Martinez et Laurent Berger rappellent dans leur tribune parue dans le JDD que le projet de l'extrême droite est de « faire disparaître » les syndicats. Ces éléments illustrent à quel point il est vital de se mobiliser le 24 avril pour battre Marine le Pen « en se servant du seul bulletin qui sera à disposition », pour reprendre les termes de la déclaration de Fabien Roussel. Si la France bascule, les conséquences seraient inhumaines pour la population du pays, mais cela risquerait aussi de créer une réaction en chaîne en Europe. La reconstruction de la gauche pour redonner de l'espoir, avec la contribution de toutes les énergies disponibles, est un enjeu pour la France et pour l'Europe. ✪

Vincent Boulet
adjoint au secteur International/Europe



Colloque de la convergence nationale rail

du 26 mars 2022

Le 26 mars 2022 , afin de marquer de bonne façon ses dix ans d'existence au service de la promotion et du développement du Service public ferroviaire, la Convergence nationale rail (CNR), association de composition pluraliste, organisait à Paris un colloque visant à mettre en exergue le rôle déterminant du rail dans une politique des transports susceptible de réduire concrètement les émissions de gaz à effet de serre (GES).

Ce colloque intervenait dans un contexte national et international singulièrement chargé, voire anxiogène, qui pouvait faire passer la défense du Service public ferroviaire pour dérisoire face à l'actualité guerrière et à son cortège de drames et de crises, alors que la pandémie Covid-19 n'est pas complètement derrière nous. Nous pensons toutefois que notre combat a toute sa place dans ce contexte où le sixième rapport du GIEC nous rappelle l'urgence qu'il y a à lutter plus vite et plus efficacement contre le réchauffement climatique ! Pour ce faire, le train, le rail public constituent des atouts indéniables quand on sait que le train ne représente que 10 % de l'ensemble des transports contre 85 % pour la route, mais ne pèse que pour 0,3 % des émissions totales de CO2 !!

Le colloque a été rythmé par la tenue de trois tables rondes, animées par des journalistes, où des responsables d'associations d'usagers, des élus politiques, des ONG, des syndicalistes, des experts, des représentants d'opérateurs de transports ont pu exposer et confronter leurs points de vue, permettant ainsi de nourrir des échanges de haut niveau.

Ainsi nombre d'intervenant·e·s ont pu démontrer que l'ouverture à la concurrence des activités ferroviaires de pays membres de l'UE tourne le dos à la réduction du bilan carbone des transports de voyageurs et de marchandises. De plus, il a été fait état que face à la dégradation du service rendu, à l'explosion des coûts, aux manquements des opérateurs privés, plusieurs pays (Angleterre, Ecosse, Norvège, Pays de Galles, Allemagne) reprennent en gestion publique l'exploitation d'activités ferroviaires (trafics voyageurs) qui avait été confiée au privé.

La Belgique décide que pendant 10 ans elle n'ouvrira pas à la concurrence ses trafics voyageurs. Le Luxembourg, quant à lui,

s'oppose au diktat européen. En Suède 70 % de la population est favorable à un retour au monopole public, et en Suisse, il a été décidé à l'été 2021 d'abandonner la concurrence dans le trafic voyageurs au motif qu'elle coûte trop cher et qu'elle complexifie inutilement le système.

En France, mus par des sentiments de revanche vis-à-vis de la SNCF, des cheminots, et par des postures dogmatiques certains conseils régionaux, ouvrent l'exploitation des TER à la concurrence sur tout ou partie de leur territoire. Plusieurs intervenant·e·s ont indiqué que ce qui anime ces conseils régionaux n'est pas de répondre aux besoins des usagers, mais bien plus de faire de la place au privé pour lui permettre de faire du « *cash* » sur les rails, quitte à faire « *ruisseler* » abondamment l'argent public ! L'attribution de l'exploitation à Transdev de l'exploitation de la ligne TER Marseille-Nice (10 % des trafics-34 % des recettes de la Région !) est révélatrice de cette politique de dépeçage du Service public ferroviaire. Les attaques contre les activités de la RATP et de la SNCF en Île-de-France sous l'impulsion de Valérie Pécresse visant à ouvrir à coups d'appels d'offres à la concurrence le réseau Bus, les métros, les RER, les trains transiliens , les trams trains... ont été condamnées ! C'est une véritable « vente à la découpe » qui est engagée, contre laquelle des mobilisations sociales et citoyennes s'organisent.

La table ronde centrée sur *la place du rail dans la transition écologique* a permis de vérifier que l'on ne pourra pas doubler le volume des marchandises transportées par rail d'ici à 2030 si les pouvoirs publics n'investissent pas plus dans le système ferroviaire français (infrastructures, matériels roulants, moyens humains). De ce point de vue, il a été utile que soit rappelé que l'Allemagne va consacrer 86 milliards d'euros à son réseau sur 10 ans (soit 8,6 milliards par an), alors que l'État français investit deux fois moins qu'en Allemagne et en Italie !

Le Colloque de la CNR a bien été la caisse de résonance de propositions de relance du Rail public en rupture avec les logiques libérales et des actions qui se développent pour ce faire sur les territoires et qu'il faut renforcer. Ainsi ont émergé des débats, entre autres l'urgence de développer le Fret ferroviaire, avec notamment l'amplification de l'électrification du réseau, la relance des trains de nuit, de l'auto-train, l'opposition à la fermeture des gares, des guichets, à la suppression des effectifs de personnels entraînant une déshumanisation du Service public ferroviaire, accentuée par la dématérialisation de la vente des titres de transports. Cette rupture d'égalité d'accès et de traitement des usagers/citoyens a conduit la CNR à déposer deux recours au Tribunal administratif contre SNCF et SNCF Voyageurs. ✪

Didier Le Reste
président de la CNR

Lettre du secrétaire général du MJCF aux adhérent.e.s

Je tiens tout d'abord à féliciter et remercier l'ensemble des militantes et militants du MJCF pour cette très belle campagne.

Nous n'avons pas démérité, loin de là. Inconnu il y a encore quelques mois, Fabien Roussel a fait une entrée fracassante sur le devant de la scène politique. Grâce au travail acharné des militantes et militants nous avons permis au mouvement communiste d'exister à nouveau dans le paysage politique national. Si nous n'avions pas été là, qui aurait porté des aspirations populaires dans la campagne ? Qui aurait parlé dès le début du pouvoir d'achat, de la jeunesse, de l'écologie populaire ?

Les résultats peuvent paraître décevants à plus d'un titre. Moi aussi j'aurais espéré un meilleur résultat pour Fabien Roussel, mais aussi pour toute la gauche. Car si la gauche progresse dans sa globalité, la percée historique de l'extrême droite empêche une nouvelle fois la gauche d'accéder au second tour.

Pourtant, notre score du premier tour ne rend pas compte du nombre de Françaises et de Français qui ont été convaincus par notre discours. Sur les derniers jours de la campagne, la spirale du vote utile a aspiré une bonne partie de l'électorat de Fabien Roussel au profit de Jean-Luc Mélenchon. Ce dernier est certainement allé au plus loin de sa capacité à capter un "vote utile". Les plus de 800 000 électeurs qui ont fait le choix de Fabien Roussel n'auraient probablement pas voté pour Jean-Luc Mélenchon sans notre candidature. Dans un contexte où 12 millions de nos concitoyens ont boudé les urnes, rejeter la faute sur l'électorat communiste est irresponsable.

J'aimerais vous adresser ce message. Camarades, ne laissez personne vous dire que vous êtes responsables de l'impossibilité pour la gauche d'accéder au second tour de l'élection présidentielle. Ne laissez personne vous dire que vous seriez responsables de l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir. Lorsque vous êtes les seuls à militer devant les lycées, sur les universités, où sont-ils ceux qui vous donnent des leçons aujourd'hui ? Tout au long de l'année, nous sommes souvent les seuls à tenter de redonner espoir à la jeunesse, à permettre aux jeunes de s'organiser, à reconstruire une gauche populaire. Alors non, nous n'avons pas fait perdre la gauche. Au contraire, nous sommes l'honneur de la gauche, par notre travail de terrain méticuleux et minutieux, notre travail militant du quotidien, nous sommes l'espoir de la reconstruction de la gauche.

Nous ne nous contentons pas d'être présents tous les cinq ans pour appeler à voter pour un candidat, nous construisons au plus près des réalités des jeunes l'organisation capable de conquérir le pouvoir. Cette force collective que nous avons mobilisée pleinement durant cette campagne présidentielle nous a permis de mettre en avant de manière inédite notre organisation de jeunesse. Ce travail est certainement moins médiatique, moins remarqué sur les réseaux sociaux, mais il est ô combien plus essentiel que les gesticulations post-élections actuelles.

Ce travail de terrain acharné a permis à des centaines de jeunes de nous rejoindre tout au long de la campagne. Cette visibilité accrue nous a permis de rayonner, bien au-delà de nos réseaux militants. Nous dénombrons également la création de plusieurs fédérations sur les deux derniers mois. Je tiens à leur souhaiter au nom du MJCF la bienvenue.

Lorsque je vois le travail accompli, notre force militante, notre intelligence collective, laissez-moi vous dire comme je suis fier d'être à la direction de cette très belle organisation.

Des dizaines de milliers de jeunes peuvent passer le pas et nous rejoindre. Dans un contexte où l'extrême droite est aux portes du pouvoir, où les droits des jeunes se retrouvent sapés par des décennies de politique libérale, nous avons plus que jamais besoin du MJCF. Plus que jamais, il nous faut construire une société d'égalité, féministe, antiraciste. Une société de partage, de solidarité et d'épanouissement de chacune et chacun. Une société communiste.

Pour réussir cette révolution, les jeunes de ce pays ont besoin du MJCF. Alors, chers camarades, ouvrons nos locaux, allons même à la rencontre des jeunes, échangeons avec eux, organisons des débats et proposons-leur de nous rejoindre.

Reprenons notre avenir en main et proposons aux jeunes du pays de s'engager avec nous, avec nos différences, mais tous ensemble vers un même idéal.

Je sais pouvoir compter sur vous pour relever ce défi. ✪

Léon Deffontaines,
secrétaire général du MJCF

COMMUNISTES
2, place du Colonel-Fabien - Paris 19e
COMITÉ DE RÉDACTION : Igor Zamichiei (directeur), Gérald Briant, Léon Deffontaines, Yann Henzel, Méline Le Gourriérec, Rachel Ramadour, Léa Mons.
RÉDACTION : Gérard Streiff **RELECTURE :** Jacqueline Lamothe
Mèl : communistes@pcf.fr
MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81)
Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

Ukraine

Pour une enquête internationale sur les crimes de guerre

La guerre en Ukraine amène chaque jour des violences et exactions à l'encontre de la population civile. Les crimes de guerre de Boutcha, de Kramatorsk, de Donetsk, sans doute de Marioupol, ne peuvent pas rester sans enquête, ni sans punition. Plusieurs milliers de plaintes ont été adressées à la Cour pénale internationale.

Les crimes commis en Ukraine sont horribles. On peut être d'autant plus inquiets que la guerre s'installe dans la durée et que les bombardements et combats urbains rue par rue se généralisent. Le discours de certains propagandistes du régime au pouvoir à Moscou appelant à une « dé-ukrainisation » de la population peut laisser craindre le passage à une nouvelle étape de l'horreur.

De quels crimes parle-t-on ? Rappelons que les notions de « crimes de guerre » et de « crimes de l'humanité » répondent à une définition précise, donnée par le Tribunal de Nuremberg en 1945. De même que celle de « génocide », définie par la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, conclue sous l'égide de l'ONU de 1948.

Il est indigne d'en faire une utilisation propagandiste ou une surenchère médiatique. Quand Biden évoque un « génocide », il le fait pour légitimer sa propre politique et l'absence de toute initiative pour un règlement diplomatique du conflit. Seule la Cour internationale de Justice (CPI) de l'ONU est compétente en la matière.

Ni l'Ukraine, ni la Russie n'ont ratifié le statut de Rome, mais le gouvernement ukrainien a accepté la juridiction de la CPI sur les suspicions de crimes commis sur son territoire depuis le 20 novembre 2013 (premier rassemblement sur la place Maïdan). Une telle enquête indépendante peut et doit donc concerner également les exactions commises par les milices d'extrême droite ukrainiennes dans le Donbass depuis 2014, pour lesquelles 5 500 plaintes ont été adressées auprès de la Cour européenne des droits de l'homme et sont restées sans réponse.

Pour toutes ces raisons, les investigations indépendantes, internationales et pluralistes, sous l'égide de l'ONU sont nécessaires pour établir les faits et les responsabilités. Toute suspicion de crime de guerre, ou pire, doit faire l'objet d'une enquête sous l'égide de l'ONU. Pour, in fine, permettre un jugement international. Les auteurs et donneurs d'ordres, les criminels de guerre, quels qu'ils soient, devront être punis.

Il importe, et c'est la première urgence, de prévenir d'autres crimes. Contraindre Poutine à un cessez-le-feu, par la pression politique, diplomatique et économique, est donc essentiel.

Rebâtir une paix durable entre les peuples russe et ukrainien, loin des surenchères nationalistes, passe par un règlement politique du conflit et de ses causes, sous l'égide de l'ONU. Elle implique également d'être intransigeant sur le rétablissement du droit international dans toutes ses dimensions. ✪

Vincent Boulet
responsable Europe

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face-à-face Macron-Le Pen.

Je verse : ..... €

Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant.

NOM : ..... PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

CODE POSTAL ..... Ville .....

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19